

La maltraitance en une question de classes

Les mauvais traitements infligés aux enfants sont de moins en moins tolérés dans nos sociétés. Une étude conduite à Genève montre que le problème ne peut être dissocié de la question sociale et que l'aide aux enfants passe aussi par le soutien des familles

Entre 1990 et 2005, le nombre de cas de maltraitance signalés par l'Office de la jeunesse du canton de Genève a été multiplié par 25. Laissant supposer un changement de comportement radical dans la sphère familiale, cette progression spectaculaire a incité la Commission de contrôle de gestion du Grand Conseil à mener l'enquête. Pour ce faire, elle a mandaté une équipe du Département de sociologie qui a basé ses travaux, rendus publics cet automne, sur l'examen qualitatif d'une trentaine de cas de maltraitance avérée ainsi que sur une série d'entretiens avec différents acteurs de terrain (assistants sociaux, médecins, psychologues, juges des enfants, infirmières scolaires, enseignants). Les résultats obtenus mettent en évidence l'évolution du sens recouvert par la notion de maltraitance, dont le champ s'est considérablement développé en quelques années. L'étude démontre par ailleurs que les familles issues des classes populaires sont plus souvent jugées négligentes que les autres, faute d'avoir pu ou su s'adapter aux nouvelles normes éducatives portées par les classes moyennes.

Vigilance accrue

«L'hypothèse qui sous-tend cette recherche est que ce ne sont pas tant nos comportements qui ont changé que notre rapport à l'enfance, explique Franz Schultheis, directeur du Département de sociologie et responsable du projet. Cet âge est de plus en plus perçu comme une période de vulnérabilité et l'opinion est devenue très sensible à tout ce qui peut constituer une agression

contre l'enfant.» Renforcée par la médiatisation de quelques scandales comme l'affaire Dutroux ou celle de la fillette retrouvée morte à Meyrin, cette transformation a été accompagnée d'une vigilance accrue des services de la protection de la jeunesse. Incités par la justice à signaler davantage les cas suspects – selon l'idée qu'il vaut mieux

condamner un innocent que laisser filer un coupable – les acteurs de terrain ont élaboré des grilles de repérage toujours plus détaillées. En dehors des agressions physiques ou sexuelles (qui restent minoritaires), des actes aussi divers que le fait de sucer trop longtemps son pouce, de ne pas se nourrir de façon équilibrée, de passer trop de

Abus sur les aînés: un questionnaire pour briser le tabou

Particulièrement sensible lorsqu'il s'agit d'enfants, la question de la maltraitance se pose également pour les aînés. Tabou pour les victimes comme pour le personnel soignant, le phénomène est encore mal connu à l'échelle de la planète. C'est pour remédier à cette carence que l'OMS, en collaboration avec le RUIG et le Centre interfacultaire de gérontologie de l'Université, coordonne une étude menée dans huit pays (Australie, Brésil, Chili, Costa Rica, Kenya, Singapour, Espagne, Suisse), dont les premiers résultats ont été présentés à Genève cet automne.

Mis au point par une équipe canadienne, EASI (Elder Abuse Suspicion Index) est un outil de détection visant à repérer plus efficacement les situations de maltraitance sur les personnes âgées. En quelques minutes, par le biais d'une série de questions ciblées, le procédé permet au personnel soignant ou aux travailleurs sociaux de mettre en évidence les symptômes d'abus physiques, psychologiques, sexuels, sociaux ou économiques. Pensé pour faciliter la parole dans un domaine où le silence est généralement la règle, EASI ne vise pas tant à désigner des coupables qu'à apporter

du soutien aux différents acteurs confrontés au grand âge.

«Il y a évidemment des cas qui nécessitent des suites pénales, complète le professeur Charles-Henri Rapin, du Centre interfacultaire de gérontologie. Mais dans la majorité des situations, la répression seule ne sert à rien. Dans le domaine domestique, les abuseurs sont souvent des proches dépassés par la charge que représente une personne âgée et qui finissent par craquer. Ce dont ces gens ont besoin, c'est d'écoute et de soutien. Pour être efficace, il faudra donc être en mesure d'assurer le suivi des dossiers dans la durée et de nouer le dialogue avec les familles.»

fantine,

temps devant la télévision, de partager sa chambre avec ses frères et sœurs, d'arborer une tenue vestimentaire précaire ou d'être confronté à des scènes de violence conjugale peuvent désormais conduire au soupçon.

«Les travailleurs sociaux ne sont pas à blâmer pour ce glissement, explique Franz Schultheis. Au contraire: ils exercent un travail extrêmement difficile en étant soumis à une pression constante sur le terrain et il faut les remercier pour cela. Cependant, comme il n'existe pas de définition claire de la maltraitance sur le plan juridique, ils ont été contraints de se référer à leurs propres critères éducatifs pour trancher entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Or les éléments qu'ils ont retenus ne sont pas universels: il s'agit d'un point de vue particulier, porté par les couches moyennes pour les couches moyennes.»

Un exercice d'équilibriste

Conséquence: pour pouvoir revendiquer son brevet de bon parent, il faut être en mesure de faire preuve d'autorité sans pour autant devenir autoritaire, de privilégier les jeux éducatifs aux consoles vidéo, d'encadrer efficacement les activités scolaires ou de négocier en permanence avec l'enfant tout en préservant son univers... «Le métier de parent est devenu un long exercice d'équilibriste, analyse Lorraine Odier, impliquée dans le projet à l'instar d'une douzaine d'autres étudiants. Selon une logique néolibérale appliquée à la famille, le rôle premier du parent, transformé pour l'occasion en "coach", est de faire fructifier le capital de l'enfant. Dans ce contexte, l'éducation n'a plus pour fonction de modeler l'enfant, mais d'assurer son épanouissement et le développement de ses ressources personnelles.»

Relever ce type de défi suppose d'importantes ressources, tant sur le plan économique que du point de vue culturel. Il n'est donc guère étonnant de voir les franges défavorisées de la population



Derrière l'augmentation spectaculaire des cas de maltraitance se cache une profonde transformation de notre rapport à l'enfance, de plus en plus perçue comme une période de vulnérabilité. Photo: Olivier Vogelsang

largement surreprésentées dans les dossiers de la protection de la jeunesse. Trois quarts des procédures examinées par les chercheurs concernent en effet des familles issues des classes populaires. Parmi celles-ci, deux tiers sont d'origine étrangère, une moitié sont des familles monoparentales et l'autre des familles nombreuses.

Ne satisfaisant pas aux normes établies, ces ménages «inadéquats» sont de plus en plus fréquemment considérés comme potentiellement «dangereux» par l'opinion publique. D'une part pour la menace qu'ils font peser sur leurs enfants, mais également parce que ces derniers, une fois devenus grands, sont supposés n'avoir que peu de chances d'échapper à la délinquance juvénile.

«En cherchant à moraliser et à pénaliser une question sociale, on fait fausse route, estime Franz Schultheis. Stigmatiser des familles qui ont déjà le dos au mur et qui ne saisissent pas forcément ce qu'on leur reproche n'a pas grand sens. Dans certains cas, il serait peut-être plus utile d'aider les familles à comprendre ce qui est en jeu, en leur assurant par exemple une protection juridique minimum. Il ne faut en effet jamais perdre de vue le fait que derrière l'enfant menacé se cache souvent une famille vulnérable.» ■

Vincent Monnet

Le rapport «La maltraitance envers les enfants: entre consensus moral, fausses évidences et enjeux sociaux ignorés» peut être téléchargé à partir du site du Grand Conseil: www.geneve.ch/grandconseil/data/divers_publication_pdf/rapport_maltraitance_sociologie.pdf